



# Remise en cause des 35 heures, Flexibilité sans limite...

A peine le projet de loi ouvrant la voie à la privatisation d'EDF-GDF voté, Sarkozy, plein de zèle, se pose en champion de la poursuite de la remise en cause des acquis sociaux. Sans aucun doute en accord avec son frère, patron et vice-président du Medef, il vient de partir en guerre contre la loi des 35 heures, dans l'objectif d'obtenir un allongement du temps de travail, sans même avoir à augmenter les salaires. Ce que veut le patronat, c'est la généralisation de la flexibilité du temps de travail, comme des salaires.

## L'EXEMPLE DE SCHRODER

La droite et le patronat se frottent les mains en se félicitant de l'exemple que leur donnent le patronat allemand et ses amis de gauche au gouvernement. Ils se revendiquent de l'exemple du groupe Siemens qui vient d'imposer, avec la complicité de la direction du syndicat IG Metall, le retour aux 40 heures, sans compensation de salaire.

Le gouvernement de Schröder, comme le patronat, ont tenu à donner à cet accord une valeur symbolique. Il s'agit bien d'une politique décidée par la bourgeoisie pour soumettre le temps de travail, comme les rémunérations, à ses besoins. En fait, comme ici, cela fait déjà plusieurs années que le temps de travail s'allonge alors que le chômage s'aggrave. L'argument du patronat qui prétend ainsi lutter contre les licenciements est bien une pure hypocrisie.

## CHANTAGE PATRONAL

« *Il existe une alternative aux délocalisations* » aurait déclaré le dirigeant de l'IG Metall, se faisant ainsi le porte-parole des arguments patronaux. Le retour aux 40 heures à Siemens aurait permis d'éviter la délocalisation de 2000 emplois en Hongrie. L'argument se résume à une idée simple : soumettez-vous aux quatre volontés des patrons et il n'y aura plus de raison de délocaliser, puisque les coûts de production seront aussi bas en Allemagne, en France qu'en Hongrie et demain en Chine.

Ce chantage du patronat est inacceptable, son acceptation par des syndicats ouvriers révoltante. Depuis toujours, le capital a essayé de diviser les travailleurs entre eux, de les opposer les uns aux autres, de les mettre en concurrence pour faire régner la loi du profit maximum. Les syndicats sont nés du combat acharné, tenace, pour opposer à cette politique du

patronat le front uni des exploités, défendant collectivement leurs intérêts.

Aujourd'hui, les directions des grandes confédérations syndicales, en Allemagne comme ici, se sont laissées enfermer dans le piège du dialogue social à sens unique. L'exemple allemand nous montre jusqu'où peut aller ce syndicalisme d'accompagnement qui finit par justifier les pires mauvais coups du patronat.

## DEFENSE DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES

Ici, dans ce pays, une telle politique d'adaptation étouffe les mobilisations au point que ce gouvernement désavoué, par deux fois par les électeurs, minoritaire dans le pays, arrive à faire voter la privatisation d'EDF-GDF et se prépare à faire de même avec le projet Douste-Blazy sur la Sécu.

Nous ne mettrons pas un coup d'arrêt à ces attaques en série par le dialogue et la négociation, mais bien par une lutte d'ensemble.

La prochaine étape de l'offensive du patronat conduit à une dégradation des conditions de travail et de vie immédiate des salariés.

La généralisation de la flexibilité va augmenter le temps de travail, augmenter le chômage et tirer les salaires vers le bas.

La loi sur les 35 heures de Martine Aubry était un piège au sens où elle introduisait la flexibilité en échange d'une réduction du temps de travail. La bourgeoisie, elle, poursuit son plan en étendant la flexibilité. Le mouvement syndical, l'ensemble des travailleurs s'opposent, eux, à l'allongement du temps de travail et la flexibilité.

Face à cette nouvelle offensive annoncée, le monde du travail doit opposer son propre plan, un plan d'urgence sociale et démocratique ne craignant pas de s'attaquer aux intérêts du patronat, à son avidité.

Le 05/07/04